

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 29 NOVEMBRE 1928

Rapport de la Commission de l'Agriculture chargée de l'examen du Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'année 1929.

(Voir le n° 7-VIII du Sénat.)

Présents : MM. le baron RUZETTE, président; BEOSIER, DE COCK DE RAMEYEN, le baron DE MOFFARTS, le baron DE STEENHAULT DE WAERBEECK, LEURQUIN, LION, MULLIE, VAN VLAENDEREN, le baron VAN ZUYLEN et LIMAGE, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le Projet de Budget du Ministère de l'Agriculture pour 1929, faisant l'objet de notre examen, accuse sur celui de 1928, une augmentation des dépenses ordinaires de 8,403,651 francs et une diminution de 4,836,163 francs des dépenses exceptionnelles. Examinée dans ses grandes lignes, cette majoration de crédit de 8,000,000 de francs se répartit entre les différents services de la façon suivante :

620,000 francs sont affectés à la police sanitaire des animaux domestiques en y comprenant 500,000 francs pour aménagements aux étables de quarantaine;

210,000 francs au profit des sociétés s'occupant de petit élevage, ainsi que pour relever les primes de conservation à attribuer aux propriétaires de taureaux d'élite;

330,000 francs sont attribués aux sociétés d'assurances mutuelles locales contre la mortalité des chevaux et du bétail;

582,000 francs à l'enseignement libre,

pour lui permettre d'accorder les augmentations triennales des traitements et pour encourager les écoles nouvelles;

410,000 francs sont destinés à majorer le subside accordé pour la mise en valeur des terres incultes (150,000 francs) ainsi que pour l'entretien de la voirie forestière et au reboisement (260,000 fr.);

3,500,000 francs d'augmentation de subsides sont accordés aux provinces pour permettre d'aider les communes à assurer le bon entretien des chemins vicinaux;

664,700 francs sont proposés au profit des classes moyennes;

Enfin, 226,000 francs à l'office de la pêche maritime, lui permettant ainsi de compléter l'outillage et le développement de la pêche maritime.

Le restant du crédit, soit 1,375,000 fr. est affecté aux dépenses afférentes aux services publics comprenant les frais du personnel de l'Administration centrale.

De l'examen de ce relevé se dégage l'impression que le Département de l'Agriculture s'est inspiré d'abord de la

nécessité urgente qui existe d'améliorer la situation de notre voirie vicinale, faisant, dans cet ordre d'idées, un effort louable en majorant sérieusement les subsides précédents. Il a également montré qu'il estimait, par ses encouragements, devoir favoriser les facteurs indispensables, qui contribuent à l'augmentation de la production agricole.

Nous tenons à lui marquer notre reconnaissance, et nous soulignons ses bonnes intentions.

De son côté, la Commission comprenant toute l'importance qu'une production intensifiée représente dans l'ensemble de l'économie générale de la Nation, estime que ces majorations de crédit sont encore insuffisantes pour répondre aux exigences d'une politique agricole franchement orientée vers une production progressive et continue. Telle que nous la concevons, cette politique devrait consister, entre autres, à créer ou à favoriser, parmi ceux qui sont placés sous notre dépendance directe, les facteurs essentiels de la prospérité et de la productivité de l'agriculture. Ces facteurs de progrès sont peut-être multiples et variés, mais ce qui reste certain, c'est que pour être viables et être utiles, ils doivent tous s'alimenter aux sources de la science agricole.

C'est à la lumière de cette vérité que la Commission exprima le désir de voir, à l'avenir, se développer et se perfectionner les laboratoires et les instituts de recherches se rapportant tant au règne végétal qu'au règne animal. Quoi qu'en pense ou en dise le Gouvernement, il est profondément regrettable de constater que ces institutions se trouvent actuellement dans une situation déplorable, le personnel est insuffisant et les moyens financiers dont elles disposent sont par trop limités.

Pour répondre à leur but, ces institutions scientifiques doivent cependant, non seulement disposer d'un matériel technique indispensable, mais également d'animateurs savants et spécialistes, en quantité suffisante, et à qui seraient données les possibilités de se livrer aux

études, aux recherches ou aux expériences jugées nécessaires, soit par exemple qu'il s'agisse d'entamer la lutte contre les maladies qui déciment nos plantes et nos animaux, soit d'améliorer, sélectionner nos produits agricoles, et par voie de conséquence, augmenter le rendement de ceux-ci.

Les pouvoirs publics, l'initiative privée, doivent conjuguer leurs efforts et leurs sacrifices, de façon à permettre aux jeunes gens, qui font preuve de dispositions spéciales, de se perfectionner et de compléter à l'étranger leur instruction scientifique par un séjour dans les pays disposant d'établissements scientifiques reconnus à la hauteur des exigences modernes.

Si une preuve est nécessaire pour appuyer cette suggestion, qu'il nous suffise de signaler les résultats obtenus grâce aux travaux fournis par la station d'amélioration des plantes de l'Etat à Gembloux, et ceux effectués par le laboratoire de recherches vétérinaires de Cureghem.

Depuis dix ans, nos rendements en céréales ont augmenté de 15 à 20 p. c., soit 500 à 600 kilogrammes à l'hectare, ce qui, actuellement pour le pays, représente une valeur de près de 300,000,000 de francs. Ce résultat est dû en grande partie à l'emploi généralisé de bonnes semences, provenant pour la plupart des stations belges de sélection. Qu'il nous soit permis, en passant, de rendre hommage à M. Journée, directeur de la station de recherches de Gembloux. Son intelligence, son dévouement, sa tenacité lui ont souvent tenu lieu de subsides. Il a droit à la reconnaissance, non seulement des agriculteurs, mais du pays tout entier.

* * *

De l'examen comparatif des autres budgets, il nous est permis d'en tirer la conclusion que les possibilités financières actuelles autorisent le Gouvernement à élargir ses conceptions au point de vue des besoins de l'agriculture, et à se montrer plus généreux vis-à-vis de ce département. Sans crainte d'encourir

le reproche de favoritisme, il pourrait consentir à une majoration de subsides plus importante que celle accordée pour 1929.

A ceux qui estimerait ces exigences quelque peu déplacées, nous exposons que si nous tenons compte de la diminution de 4,836,163 francs, inscrite au chapitre des dépenses exceptionnelles, le total de l'augmentation du budget de l'Agriculture, pour 1929, s'élève à 3,567,488 francs, somme représentant à peine 2,2 p. c. de l'augmentation totale des budgets ministériels pour 1929.

D'un autre côté, examinée sous l'angle du rajustement des valeurs, cette demande de majoration des subsides se justifie d'autant mieux que, jusqu'aujourd'hui, le montant du budget de l'Agriculture n'a pas suivi cette progression nécessitée par la dévalorisation de notre monnaie. Par ce fait même, contrairement à toute équité, pourrions-nous dire, il s'est vu privé des avantages de la péréquation générale. Si nous faisons abstraction des traitements et des salaires, l'intervention gouvernementale s'élève aujourd'hui, à peu de chose près, à la même somme de francs-papier que celle de 1914, chiffrée en francs-or.

En 1914, le budget total de l'Agriculture s'élevait à 12,864,924 francs, ce qui, au cours actuel de notre monnaie, représente environ 90,000,000 de francs.

En 1929, le budget total de l'Agriculture se monte à 69,634,287 francs. Si nous en distraisons 4,400,000 francs, montant des subsides accordés à l'Office des classes moyennes et à l'Office de la pêche, qui ne figurent pas au budget de 1914, le budget de l'Agriculture pour 1929 s'élève à la somme de 65 millions de francs en chiffres ronds, soit, par comparaison, une diminution de 25,000,000 de francs sur le Budget de 1914.

En présence de ces chiffres, la Commission de l'Agriculture du Sénat, se basant sur la bienveillante sollicitude que M. le Ministre Baels a bien voulu jusqu'aujourd'hui accorder aux intérêts

de l'agriculture, se croit autoriser d'accorder pleine confiance à son représentant au sein du Gouvernement. Nous ne doutons pas que pour 1930 il s'efforcera de remédier à la situation, pour le moins paradoxale, dans laquelle se trouve placée l'agriculture, mère nourricière de la Nation, première industrie du pays, comme si souvent on aime à le proclamer.

Il est temps qu'on en finisse une bonne fois avec ces légendes : d'une agriculture riche pouvant se passer du concours financier des pouvoirs publics, de cet argent dépensé uniquement au profit des agriculteurs, et combien avions-nous raison, lorsque nous écrivions dans un rapport précédent :

« Pourquoi faut-il attendre que la nécessité oblige les hommes à ouvrir les yeux pour être frappés de l'évidence de cet axiome : que l'agriculture doit, en tout premier lieu, obtenir les faveurs et les encouragements auxquels elle peut légitimement prétendre, et que, négliger ses desiderata et ses besoins c'est faire preuve de méconnaissance absolue de l'importance primordiale que le problème de la production agricole doit avoir dans les préoccupations des peuples et par conséquent des gouvernements.

*
* *

A l'article 22, nous trouvons qu'une partie de la majoration des subsides est proposée en prévision de relever le taux des primes de conservation à attribuer aux propriétaires de taureaux d'élite. Sans aucun doute, l'intérêt et le progrès de l'élevage bovin nécessite l'encouragement de tous les éléments ou facteurs ayant pour but la conservation de nos reproducteurs d'élite; nous ne pouvons qu'applaudir à cette mesure et féliciter le Ministre de l'Agriculture d'entrer résolument dans cette voie. Mais encore faut-il, étant donné les lourds sacrifices pécuniaires consentis pour la nourriture et les risques, que ces primes, pour être opérantes, représentent une valeur suffisante pour indemniser, en

d'élite. Car, si conserver et entretenir partie, les propriétaires de taureaux un géniteur, reconnu méritant, constitue une opération intéressante pour le détenteur, elle peut également avoir une répercussion bienfaisante en contribuant à l'amélioration de l'élevage de la région.

Conjointement à ces subsides éminemment utiles, nous demandons qu'à l'avenir le budget accorde des subsides destinés à favoriser la création de syndicats d'élevage ayant pour but l'achat en commun d'un taureau destiné à la monte publique.

Le problème de la fécondation des vaches présente un intérêt réel, principalement dans les régions des petites cultures, tant wallonnes que flamandes. Chez ces petits éleveurs, comme nous le signalions tantôt, l'entretien d'un taureau représente une opération tellement déficitaire que les reproducteurs se sacrifient au point que l'on se trouve parfois en présence d'un groupement de trois, quatre ou cinq communes ne possédant pas un taureau admis à la monte publique. Il est superflu d'insister pour démontrer combien pareille situation est préjudiciable au progrès de l'élevage et combien il est utile de se préoccuper de trouver des moyens à mettre en œuvre pour faire cesser cet état de chose. Il nous aura suffi, espérons-le, de signaler cette situation aux pouvoirs publics pour qu'ils se hâtent d'y appliquer les remèdes, entre autres, celui que nous venons de préconiser.

*
* *

L'examen du budget de l'Agriculture fournit à la Commission l'occasion de jeter un coup d'œil rapide sur la situation de l'agriculture, envisagée dans son ensemble. Au risque de passer aux yeux de quelques-uns, comme étant des pessimistes, et sans intention de dramatiser, nous devons admettre que si pour l'instant, elle ne peut pas encore être considérée comme critique, la situation ne s'en présente pas moins sous un jour, si pas alarmant, tout au moins inquiétant.

Il est prudent que tous les intéressés se placent en face des réalités, que tous envisagent et étudient l'avenir sous l'angle des probabilités, de telle façon que chacun ait le souci de ses devoirs et de ses responsabilités.

Lorsque des spécialistes vous démontrent, chiffres à l'appui, que l'exploitation agricole, toutes proportions gardées, s'effectue actuellement dans des conditions moins favorables qu'en 1914, lorsqu'ils vous démontrent que les bénéfices réalisés actuellement en culture sont imputables, non pas, comme d'aucuns se le figurent, au renchérissement des prix des produits agricoles, mais bien à l'augmentation des rendements ; lorsque nous assistons, d'un côté, par suite de la concurrence mondiale, à la mévente, et, tout au moins chez le producteur, à la diminution des prix de nos principaux produits agricoles, froment, sucre, lin, viande, chevaux, etc. ; d'un autre côté, à l'augmentation des prix de tous les facteurs de production, et lorsque nous ajoutons à tout cela une crise de main-d'œuvre, l'on est porté à la réflexion et l'on reste dominé par l'inquiétude en se demandant si nous n'allons pas avec rapidité au-devant d'une crise agricole, d'ailleurs, considérée déjà, par beaucoup d'économistes, comme imminente !

Les leçons et les exemples du passé sont là pour nous instruire et il serait téméraire d'en négliger la portée.

C'est pourquoi nous estimons qu'il est du devoir de la Commission et du Sénat, de demander à tous, chacun dans sa sphère d'action, de produire l'effort nécessaire pour que cette crise, si elle doit se produire, nous trouve tous prêts, petits et grands, suffisamment armés, pour en atténuer, dans la mesure du possible, les conséquences néfastes. Il est nécessaire que tous soient unis et coordonnés.

Aux pouvoirs publics est dévolu le devoir de guider et d'encourager l'initiative privée ; ils n'y failliront pas, nous en sommes persuadés. Quant aux professionnels, nous les exhortons vivement

à abandonner définitivement les sentiers battus et la routine où les tiennent encore rivés certains préjugés quand ce n'est pas l'ignorance, et d'emprunter résolument la voie qu'éclaire le flambeau de la science, brandi par les pionniers du progrès.

Même sans une crise en perspective, l'association, les conjugaisons des efforts de la pratique et des données de la science concourent à augmenter la richesse de l'agriculture et du patrimoine de la Nation.

Le rattachement d'office des classes moyennes au Département de l'Agriculture peut être considéré comme une initiative heureuse. Du point de vue agricole, elle ne tend à rien moins, qu'à favoriser le rapprochement de la grande majorité de nos cultivateurs des éléments des classes moyennes, les intérêts des uns et des autres se confondant en beaucoup de points, nous ne pouvons

qu'applaudir et soutenir le Ministre de l'Agriculture, dans sa politique de bienveillance vis-à-vis des classes moyennes.

La Commission de l'Agriculture a désiré obtenir de nombreux renseignements complémentaires et une série de questions ont été posées à M. le Ministre de l'Agriculture.

Nous donnons en annexe, la liste de ces questions accompagnées de leurs réponses. Certaines de ces réponses ne donnant pas complètement satisfaction à la Commission, celle-ci a décidé de déposer quelques amendements qui sont annexés au présent rapport.

Le Président,
Bon RUZETTE.

Le Rapporteur,
LIMAGE.

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1929.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION

ART. 22*a*.

Porter le crédit de 1,662,500 francs à 1,842,500 francs.

ART. 22*a*.

Het crediet op te voeren van 1 miljoen 662,500 tot 1,842,500 frank.

Augmentation de 180,000 francs destinée à l'organisation de concours d'étables.

ART. 27*b*.

Porter le crédit de 15,000 francs à 85,000 francs.

ART. 27*b*.

Het crediet op te voeren van 15,000 tot 85,000 frank.

Augmentation de 70,000 francs en vue de la publication d'un « Bulletin de l'Agriculture et de l'Horticulture » et d'un « Maandschrift voor Land- en Tuinbouw ».

ART. 90*a*.

Porter le crédit de 135,000 francs à 185,000 francs.

ART. 90*a*.

Het crediet op te voeren van 135,000 tot 185,000 frank.

Augmentation de 50,000 francs pour l'amélioration de l'outillage dans les métiers et la petite industrie.

(1)

BIJLAGE VAN N^r 20.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1928-1929.

Begroting van het Ministerie van Landbouw voor het dienstjaar 1929.

**Vragen gesteld door de Commissie van Landbouw,
met de antwoorden der Regeering.**

EERSTE VRAAG.

ART. 11A. — g) *Laboratorium voor diagnostiek en navorschingen betreffende de besmettelijke ziekten der huisdieren.*

Wat is in dit krediet het aandeel van de uitgaven voorzien voor het laboratorium voor besmettelijke ziekten ?

ANTWOORD.

De bij dit artikel voorziene uitgave voor het laboratorium voor besmettelijke ziekten bedraagt 100,000 frank.

2^e VRAAG.

ART. 11B. — a) *Wedden, vergoedingen en loonen van den vecartsenijdienst.*

Wat is in dit krediet het aandeel van het personeel van het laboratorium voor diagnostiek en navorschingen betreffende de besmettelijke ziekten der huisdieren ?

ANTWOORD.

De wedden en loonen op dit artikel te betalen aan het personeel van het laboratorium bedragen 130,000 frank.

3^e VRAAG.

ART. 11B. — a) *Laboratorium voor diagnostiek en navorschingen betreffende de besmettelijke ziekten der huisdieren.*

De heer Vallé, hoofd van het Vecartsenijkundig laboratorium voor navorschingen betreffende de besmettelijke ziekten der huisdieren in Frankrijk, heeft voor enkele maanden reeds mededeelingen laten verschijnen over de doelmatigheid van inenting van runderen tegen muilplaag.

De Minister gelieve te zeggen of, gezien het kapitaal belang van dit vraagstuk voor België, het laboratorium van zijn Departement navorschingen heeft gedaan of voornemens is te doen omtrent de practische waarde der Vallé-methode ?

Beschikt bedoeld laboratorium over de noodige kredieten om proefnemingen te doen in verband met het belang van het gestelde vraagstuk ?

Beschikt bedoeld laboratorium over voldoende kredieten om desnoods andere navorschingen te doen met het oog op de voorbehoeding tegen sommige besmettelijke en in België zeer gevaarlijke ziekten van huisdieren.

ANTWOORD.

Proefnemingen omtrent de doelmatigheid van de Vallé-methode tot inenting tegen muilplaag werden in bedoeld laboratorium genomen. Tot nogtoe heeft men op proefdieren verschillende kiemen van muilplaagvirus weten te isoleeren, die op Belgische runderen werden genomen. Deze kiemen moeten voor de productie van entstof dienen.

De noodige toestellen werden aangekocht en eerlang zal de fabricatie beginnen.

De bestuurder van het laboratorium werd door den heer Valé uitgenoodigd zich te Parijs te komen vergewissen over de praktische methoden van vervaardiging van dit product.

De aldus bekomen entstof zal in het laboratorium zelve worden beproefd op runderen.

Het krediet op de begrooting voorzien zal de kosten van die proefnemingen dekken, die op 50,000 frank worden geraamd.

De praktische waarde van deze methode zal moeten worden beproefd zodra hare doelmatigheid in het laboratorium blijken zal.

Practische proeven zijn aanvankelijk slechts mogelijk in kleinen kring. De veralgemeening van de methode vergt inrichtingen en kredieten die het voorbarig ware te voorzien.

Volgens den heer Vallé zelve, is de methode nog steeds in hare kinderschoenen.

Behoudens onvoorziene omstandigheden volstaan de kredieten waarover het laboratorium beschikt om andere navorschingen te doen alsook onderzoeken die in den loop van het jaar nuttig mochten blijken.

4^e VRAAG.

ART. 12. — Bij dezen post wordt een bedrag van 33,320 frank voorzien. Wat is daarvan de bijzondere oorzaak ?

ANTWOORD.

Dit bedrag moet dienen om de wedden te betalen van de opzieners-veeartsen, in beschikbaarheid gesteld wegens ouderdomsgrens.

5^e VRAAG.

ART. 17. — Wat is het bedrag der reisbeurzen voor de geneesheeren-veeartsen voorzien bij de wet op het veeartsenijkundig onderwijs?

ANTWOORD.

Artikel 21 der wet van 4 April 1890 op het veeartsenijkundig onderwijs bepaalt dat « er jaarlijks door de Regeering eene reisbeurs van 4,000 frank kan worden toegekend, tengevolge van een wedstrijd, waarvan de Regeering de voorwaarden en het programma regelt, aan een Belgischen veearts, die ten hoogste sedert drie jaar dezen graad heeft verworven ».

Sedert talrijke jaren, onder meer bezuinigingshalve, werd er geen gebruik gemaakt van deze bepaling.

6^e VRAAG.

ART. 20. — Weet de Minister dat de huur der lokalen van de Hoofdschool voor hoefsmederij verloopt in 1930 ? Heeft hij een oplossing gevonden om deze instelling elders behoorlijk onder dak te brengen ? Beschikt hij over de noodige kredieten ingeval belangrijke ombouwwerken noodig mochten blijken ?

ANTWOORD.

De huurcedel der Hoofdschool voor hoefsmederij vervalt slechts op 31 Juli 1931. De gebeurlijke uitgaven voor de inrichting van deze school in andere gebouwen moeten slechts op de begrooting voor 1931 voorzien worden.

Deze vraag wordt niet uit het oog verloren door het Departement, dat te gepasten tijd de noodige kredieten voor de bedoelde verbeteringen zal aanvragen.

7^e VRAAG.

ART. 22. — 1^o *Rijkspremiën van bewaring.*

Welke premiën worden daarmee voorzien ? Is het een nieuwigheid voor het jaar 1929, welke voor doel zou hebben premiën toe te kennen voor het beste fokvee ? Hoe zullen deze wedstrijden ingericht worden ?

ANTWOORD

De som van 45,000 frank op de begrooting van 1929 voorzien is bestemd om de onkosten te betalen van de wedstrijden voor nationale premiën, alsook de vijf en twintig premiën van 1,500 frank in 1928 volgens het oud reglement toegekend en die slechts betaalbaar worden nadat de hengsten in 1929 voor de jury zullen gebracht zijn.

Het nieuwe reglement voor het toekennen van premiën voor de beste fokdieren wordt slechts van toepassing in 1929. Van dan af zijn er : vier en twintig rijkspremiën bestaande uit medalies voor de hengsten die nog geen zeven jaar zijn en zes en twintig rijkspremiën voor de hengsten die de beste producten hebben voortgebracht. In elke omschrijving bedraagt de eerste premie voor de fokdieren, 2,000 frank; de tweede, 1,500 frank; de derde, 1,500 frank. Deze wedstrijden hebben plaats ter gelegenheid van de wedstrijden van veulens jaarlijks ingericht door de provinciale maatschappijen van fokkers van zware trekpaarden. De hengst zal ten minste vijf produkten moeten hebben. Alleen de produkten komen in rekening voor de klasseering.

8^e VRAAG.

ART. 22. — 2^o Het bij artikel 22 voor-

zien krediet wordt verhoogd. Het wordt aangetoond in de kolom « opmerkingen » onder meer om toelagen te verleen aan de maatschappijen voor pluimveeteelt, hondenrassen en aan de maatschappijen voor varkensteelt.

Welk totaal bedrag wordt voor elken dezer bonden voorzien ?

ANTWOORD.

De toelageverhoging voorzien voor den Nationalen Bond van Maatschappijen voor pluimveeteelt bedraagt vijftig duizend frank.

De verhoging voor de Nationale afdeling voor de hondenrassen bedraagt 10,000 frank.

De verhoging voor de syndicaten voor varkensteelt bedraagt 50,000 frank.

9^e VRAAG.

ART. 22. — 3^o b) Welk was voor het laatst gekende dienstjaar, per provincie, het aantal koeien wier melkvoortbrengst werd nagezien ?

ANTWOORD.

Het aantal koeien wier melkvoortbrengst werd nagezien door de kweeksyndicaten bedraagt op 1 Januari 1928, 21,873, waarvan 4,761 werden nagezien in 1927. Dit laatste getal wordt als volgt over de verschillende provinciën verdeeld :

Antwerpen	142
Brabant	183
Henegouw	1,889
West-Vlaanderen . .	191
Oost-Vlaanderen . .	846
Limburg	219
Luxemburg	362
Namen	253

Het aantal koeien wier voortbrengst werd nagezien in 1927 door de exploita-

tie-syndicaten bedraagt 10,606 en wordt verdeeld als volgt :

Antwerpen	3,154
Brabant	702
West-Vlaanderen . .	960
Oost-Vlaanderen . .	1,763
Luik	310
Limburg	3,717

10^e VRAAG.

ART. 22. — 3^o c) Mogen de koeien wier melkvoortbrengst niet werd nagezien nog deel nemen in 1929 aan wedstrijden door den Staat gesubsidiëerd ?

ANTWOORD.

Tot dusver werden tot de wedstrijden door mijn Departement gesubsidiëerd, benevens de koeien wier voortbrengst werd nagezien, deze aangenomen waarover de controle aan den gang is.

Vooraleer denog niet nageziene koeien bij de wedstrijden volledig uit te sluiten, meen ik dat moet gewacht worden tot het nazien meer algemeen geworden is.

11^e VRAAG.

ART. 22. — a) Bestaat er bij dit artikel of elders een krediet voor de aanmoediging met het oog op den gezondheids-toestand in de stallen.

Zoo niet zal de Minister wel van meening zijn dat men dien post opnieuw zou moeten voorzien met een behoorlijke dotatie in de begrooting van 1929.

ANTWOORD.

Voor de verbetering der stallen wordt geen krediet voorzien.

De afschaffing der wedstrijden voor de stallingen is een der talrijke opofferingen die ons land heeft moeten onder-

gaan sedert den oorlog in 't onmiddellijk belang van de openbare financiën.

De verbetering van de slechte stallen, die in ons land nog overtalrijk zijn, ware niet alleen een middel om de veeziekten doelmatig te bestrijden, doch zij zou bovendien in aanzienlijke mate de economische opbrengst van de dieren verhoogen. Vóór den oorlog werd een som van 80,000 frank aan de wedstrijden voor de stallingen besteed. Om deze thans in te richten met eenigen bijval waren 600,000 frank noodig.

Zeër bereidwillig zal ik voor 1930 de mogelijkheid onderzoeken voldoening te geven aan den hoogst billijken wensch van den geachten verslaggever en van de Commissie van Landbouw van den Senaat.

12^e VRAAG.

ART. 22. — a) Wat is het bedrag (in Belgische franken) van de tolrechten geheven op den invoer van een zwaar Belgisch trekpaard :

- a) In Frankrijk;
- b) In Duitschland;
- c) In Spanje ?

ANTWOORD.

De tolrechten voor den invoer van een zwaar Belgisch trekpaard bedragen :

In Frankrijk.

Paarden vijf jaar en meer, per kop 630 Fransche fr., in Belgische fr. 882 fr.

Paarden minder dan vijf jaar, per kop 420 Fransche fr., in Belgische fr. 588 fr.

Krachtens het akkoord van 23 Februari 1928 en binnen de grenzen van een contingent van 5,200 koppen :

Paarden vijf jaar en meer, per kop 255 Fransche fr., in Belgische fr. 357 fr.

Paarden minder dan vijf jaar per kop 170 Fransche fr., in Belgische fr. 238 fr.

Bovendien is er een belasting op het *handelscijfer* van 2 t. h. op de waarde van het dier.

In Duitschland.

Paarden per kop 500 R. M., of 4,250 Belgische fr.

Krachtens het Belgisch-Duitsch akkoord voor de paarden van Vlaamsch, Brabantsch, Ardeensch ras :

Waarde tot 2,500 R. M., per kop 140 R. M. of 1,190 Belgische fr.;

Waarde van meer dan 2,500 R. M., per kop 360 R. M. of 3,060 Belgische fr.

In Spanje.

Hengsten van meer dan drie jaar, per kop 345 pesetas, of 2,001 Belgische fr.

Hengsten tot drie jaar, per kop 230 pesetas, of 1,334 Belgische fr.

Ruinen van meer dan drie jaar, per kop 345 pesetas, of 2,001 Belgische fr.

Ruinen tot drie jaar, per kop 230 pesetas, of 1,334 Belgische fr.

Merries van meer dan drie jaar, per kop 287 pes. 1/2, of 1,667-50 Belgische fr.

Merries tot drie jaar, per kop 172 p. 1/2 of 1000-50 Belgische fr.

13^e VRAAG.

ART. 22. — 3^o a) Toezicht over de melkvoortbrengst.

Welk totaal krediet werd voor dezen post toegekend gedurende het dienstjaar 1927.

Idem voor het dienstjaar 1928 (vooruitzicht).

ANTWOORD.

De uitgave in 1927 bedroeg 168,000 fr. Voor 1928, wordt er een bedrag van 175,000 frank voorzien.

14^e VRAAG.

ART. 26. — De Hoogere Raad voor Landbouw kwam in den laatsten tijd niet vaak bijeen.

Is de Minister niet van meening dat de landbouwkringen voor het oogenblik belang stellen in verschillende vraagstukken waarover het de meening te hooren van den Hoogeren Raad voor Landbouw ?

ANTWOORD.

Tot nogtoe heeft de Hoogere Raad voor Landbouw dit jaar nog geen vergadering gehouden, zijn bureel echter wel.

Mijn Departement heeft hem sedert 23 September 1927 een reeks vragen voor advies onderworpen betreffende het sociaal statuut der loontrekkenden bij den landbouw :

- 1^o Wijze der loonbetaling;
- 2^o Opmeting van den landbouwarbeid;
- 3^o Werkplaatsreglement;
- 4^o Veiligheid en gezondheid der veldarbeiders;
- 5^o Huisvesting der veldarbeiders.

Op 22 November werden de volgende vraagstukken aanhangig gemaakt :

1^o Regeling van de jacht op en de vernieling van voor den landbouw schadelijke dieren;

2^o Maandstatistieken tot vaststelling van de prijzen der grondstoffen en landbouwproducten;

3^o Zwerven van tamme eenden op de rivieren.

Alvorens nieuwe voorstellen te doen past het dat de Hoogere Raad klaar zij met het onderzoek dezer vraagstukken.

15^e VRAAG.

11. ART. 27b. — Hoeveel zou de uitgave kosten van een Landbouwbuletijn gelijk aan het vooroorlogsche ?

Waarom wordt dit bulletijn niet meer uitgegeven ?

Is het uit bezuiniging, waarom worden dan dergelijke bulletijns in de overige departementen uitgegeven ?

Wordt het noodige krediet voor de herneming van deze uitgave voorzien ?

ANTWOORD.

De uitgave van een « Bulletin de l'Agriculture et de l'Horticulture » en van een « Maandschrift van Land- en Tuinbouw », gelijk aan de vooroorlogsche, zou tusschen 60,000 frank en 70,000 frank kosten.

Indien het bulletijn zelf niet meer wordt uitgegeven, zoo zijn niettemin tal van besluiten en inlichtingen, die daarin zouden voorgekomen zijn, verschenen in bijzondere publicaties. Het is om deze reden en tevens ook bezuinigingshalve dat bewust bulletijn niet meer verschijnt.

16^e VRAAG.

ART. 27b. — *Bijzondere Commissie in het belang van den Landbouw.*

Zou de Minister de besluiten willen meedeelen van de Nationale Commissie, in 1926 benoemd, voor de studie van de voortbrengst der suikerbeeten in België ?

ANTWOORD.

De Nationale Commissie ingesteld bij ministerieel besluit van 22 Februari 1926 tot opsporing van de middelen tot verbetering van den toestand der bieten- teelt en der suikernijverheid heeft, na hare vergaderingen in 1926, enkel den tekst overgemaakt betreffende de wederinvoering van de vroegere « Internationale Suikerconventiën », wensch die werd overgemaakt aan het Departement van Buitenlandsche Zaken.

Tot het leven teruggeroepen aanvang 1928, heeft deze Commissie een enkele vergadering gehouden, ijdens dewelke

de voorzitter, bij ontstentenis van elk nieuw punt op de agenda, vastgesteld heeft dat de vroeger genomen besluiten een begin van uitvoering hadden ontvangen en de leden die voor twee jaar verslagen hadden ingediend betreffende de kostprijs van bieten en suiker, den rang van de bietenteelt en de suikervervaardiging in onze landelijke en algemeene economie, hebben zich verbonden deze verslagen aan te vullen.

17^e VRAAG.

ART. 27b. — Zou de Minister de besluiten willen meedeelen van de Commissie, benoemd in 1926, voor de studie van den slechten verkoop van de tarwe in ons land ?

ANTWOORD.

De Commissie ingesteld om de vraagstukken te bestudeeren opgeworpen door den slechten verkoop van de inlandsche tarwe in 1927 geoogst, heeft de volgende besluiten gestemd :

1° De aandacht van de belanghebbenden vestigen op de noodzakelijkheid te allen tijde het aanbod van inlandsche tarwe in verhouding te stellen met het verwerkingsvermogen van het Belgisch maaldersbedrijf.

2° Onmiddellijk elke taxe op den uitvoer van inlandsche tarwe opheffen.

3° Het coëfficiënt toepasselijk op het invoerrecht op het meel verhoogen.

4° In het verbouwen de late tarwe-soorten vervangen door de vroege soorten.

5° Een type-overeenkomst opmaken voor het verhandelen van inlandsche tarwe.

In September jl. weer opgeroepen wegens de daling van den prijs der tarwe dit jaar geoogst, heeft de Commissie zich bepaald bij de volgende vaststellingen :

1° Dat de prijs der tarwe in België

niet lager is dan de wereldprijs der tarwe, voor gelijke hoedanigheid.

2° Dat de Belgische meelsoorten in België binnengebracht, dank zij de kwijtingen op borgstelling, een oorzaak zijn van de inzinking van den prijs der inlandsche meelsoorten.

18^e VRAAG.

ART. 27b. — Bestaat er in de Begrooting van Landbouw een krediet en desgevallend een toereikend krediet, om landbouwconsulenten op handelsgebied, die in den vreemde verblijven of er reizen, in staat te stellen propaganda te maken voor Belgischen uitvoer van landbouwproducten ?

ANTWOORD.

Wanneer de financiële toestand van het land geheel normaal zal zijn geworden, meen ik dat in het belang van onze landbouwvoortbrengst zooveel mogelijk onze methoden van uitvoer dienen te worden verbeterd en nieuwe afzetgebieden moeten worden gezocht. De aanstelling van landbouwconsulenten op handelsgebied zooals in de naburige landen zal alsdan een noodzaak worden en dit verliest mijn bestuur niet uit het oog.

19^e VRAAG.

ART. 46a. — Welk is, voor het laatst gekende dienstjaar, het bedrag van het krediet dat werd toegekend aan de proefnemingen en demonstraties betreffende het veevoeder ?

Welke zijn de uitgaven en de besluiten der proefnemingen van veevoeder gedurende het laatst gekende dienstjaar ?

ANTWOORD.

Artikel 46a der Begrooting van Landbouw voorziet een krediet van 126,000 fr.

wegens « kosten over de landbouwproef- en demonstratievelden : toelagen. — Toelagen voor het aanmoedigen van het gebruiken en voortbrengen in het land van veredelde zaaizaden. — Proefnemingen en demonstraties betreffende het veevoeden ».

Daar het Departement een som van 90,000 frank voorbehoudt voor het aanmoedigen van het gebruiken en voortbrengen van veredelde zaden, zoo blijft er een som van 36,000 frank over voor de inrichting van proefvelden en de proeven met veevoeder.

De bevindingen en de conclusiën der proeven met veevoeder in 1926-1927, bevestigen de uitslagen van de vroegere proeven :

a) Over het algemeen heeft het voeder der goede melkkoeien in den winter een tekort aan eiwit;

b) Er is voordeel bij de graangewassen en hunne bijproducten van de maalderij te vervangen door lijnkoeken die een grooter gehalte aan eiwit hebben;

c) Voor de proeven tijdens den jongsten winter, leverde deze vervanging een gemiddelde netto-winst van fr. 1-75 per kop en per dag.

20^e VRAAG.

ART. 47. — Welk is het aandeel van België in de Begrooting van het internationaal Landbouwinstituut te Rome ?

ANTWOORD.

Dit aandeel bedraagt thans 12 500 liras, zegge ongeveer 25,000 Belgische frank.

21^e VRAAG.

ART. 47. 2. — Is het aandeel van België gelijk aan dit van andere Europeesche landen van hetzelfde belang, onder opzicht van bevolking en van landbouw ?

ANTWOORD.

Tot en met 1926 maakte België deel uit van de IV^e groep der staten aangesloten bij het Internationaal Landbouwinstituut en moest het deswege twee eenheidsbijdragen betalen (thans is de eenheidsbijdrage bepaald op L. 12.500).

België dat zich om financiële redenen sedert 1927 bij de V^e groep der aangeslotene landen had gevoegd, bekleedt dezelfde plaats als Ierland, Finland, Griekenland, Polen, Noorwegen, Portugal, Zweden en Zwitserland.

Tot 1927 stond het op gelijken voet met Denemarken en Nederland, welke tot de IV^e groep behoorden en twee eenheidsbijdragen betaalden.

Nederland behoort thans tot de III^e groep en betaalt vier eenheidsbijdragen of L. 50,000.

In de begroting van 1929 wordt een som van L. 25,000 (ongeveer 50,000 fr.) voorzien om desgevallend België toe te laten den rang te hernemen dien het tot 1926 steeds heeft bekleed.

22^e VRAAG.

ART. 47. 3. — Wordt de Belgische afgevaardigde bij het Bestendig Comité van het Internationaal Instituut vergoed voor zijne verblijf- en reiskosten, zooals de vertegenwoordiger van België in den schoot van den Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau ?

Zoo er een verschil bestaat, hoe wordt hetzelfde gewettigd ?

ANTWOORD.

Gedurende zijn verblijf te Rome, dat niet 150 dagen per jaar mag overschrijden, geniet de ambtenaar die België vertegenwoordigt bij het Bestendig Comité van het Internationaal Landbouwinstituut een *forfaitaire vergoeding*, die bij Koninklijk besluit van 28 Augustus 1926, voorloopig op 25 goud-

frank per dag werd bepaald; hetzelfde besluit bepaalt dat de reiskosten (*forfaitaire* reiskaart Brussel-grens en grens-Rome en terug in 1^{ste} klasse), aan den afgevaardigde toegekend worden voor ten hoogste drie reizen per jaar.

Daar de laatste algemeene vergadering van het Instituut te Rome, in October jl. gehouden, den wensch heeft uitgedrukt de maandelijksche vergaderingen van het Bestendig Comité drie-maandelijks te zien worden, neem ik mij voor het huidig stelsel voor onzen afgevaardigde toegepast, te wijzigen, hetgeen des te gemakkelijker zal zijn, daar de ambtenaar welke ons te Rome vertegenwoordigt in December e. k. zijn pensioen neemt.

De afgevaardigde van de Belgische Regeering bij den Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau heeft zich maar zelden en voor enkele dagen naar Genève; een som van 10,000 frank wordt in de begroting voorzien om hem te vergoeden voor de reis- en verblijfskosten die hij *werkelijk* heeft gehad.

23^e VRAAG.

ART. 47. — Aandeel in de kosten van het Internationaal Bureau voor Boscbouw.

Welk is het bedrag dezer uitgave ?

ANTWOORD.

De bij dit artikel voorziene uitgave bedraagt 5,000 liras, zegge ongeveer 10,000 frank.

24^e VRAAG.

ART. 47. — Worden *al* de Belgische afgevaardigden, die de Belgische Regeering vertegenwoordigen op de algemeene vergadering om de twee jaar van het Internationaal Landbouwinstituut, vergoed voor hunne reis- en verblijfskosten ? Zoo ja, worden zij behandeld

zooals de Belgische afgevaardigden en technische consulenten, die België vertegenwoordigen op de jaarlijksche vergaderingen van het Internationaal Arbeidsbureau.

Bestaat er een verschil van behandeling, hoe wordt zulks gewettigd?

ANTWOORD.

De afvaardiging die de Regeering vertegenwoordigt op de algemeene vergadering van het Internationaal Landbouwinstituut bestaat uit vertegenwoordigers van het bestuur van landbouw en uit afgevaardigden ten persoonlijken titel of uit naam van vrije landbouw-groeperingen.

Alleen de eersten worden schadeloos gesteld voor hunne reis- en verblijfskosten, op vertoon van een voor echt verklaarden staat van uitgaven.

Uit inlichtingen blijkt dat al de technische raadgevers die België vertegenwoordigen op de jaarlijksche conferenties van het Internationaal Arbeidsbureau, het bedrag der reiskosten in eerste klas ontvangen en een forfaitaire vergoeding van 50 Zwitsersche frank per dag aanwezigheid in Zwitserland. Geen onderscheid wordt gemaakt tusschen de vertegenwoordigers van de Regeering en die van de vrije groeperingen.

Voor het opmaken der reiskosten te betalen aan hunne afgevaardigden wor-

den de twee bevoegde Departementen niet geraadpleegd en daaraan is het verschil te wijten waarover het hier gaat.

25^e VRAAG.

ART. 52a. — *Landbouwwerkkrachten.*

Sedert enkele maanden schijnen de landbouwwerkkrachten steeds meer en meer zeldzaam te worden. De Minister van Landbouw gelieve door zijne diensten te doen onderzoeken welke in de onderscheiden streken van het land onder opzicht van hoeveelheid en van loon, de toestand was van de Belgische landbouwwerkkrachten in 1913 en thans.

ANTWOORD.

Het Departement zal onmiddellijk en zoo nauwkeurig mogelijk inlichtingen inwinnen over dezen toestand die aan zijne aandacht niet is ontgaan.

26^e VRAAG.

ART. 52a. — *Landelijke genie.*

Hoeveel landelijke gemeenten per provincie zijn volkomen geëlectriceerd, d. w. z., waar iedere landbouwexploitatie kan beschikken over elektrische drijfkracht?

Welke maatregelen neemt het Departement van Landbouw of is het voornemens te treffen om de veralgemeening van de electriciteit der buitengemeenten te bespoedigen?

ANTWOORD.

PROVINCIEËN.	Aantal gemeenten.	Gemeenten zonder electriciteit.	Gemeenten met electriciteit of die binnen 6 maand er zullen hebben.
Antwerpen	154	8	1 46
Brabant	345	82	263
West-Vlaanderen	252	99	153
Oost-Vlaanderen	297	5	292
Henegouw	444	53	391
Luik	374	71	303
Limburg	206	74	132
Namen	366	49	317
Luxemburg	233	67	166
	— — — — —	— — — — —	— — — — —
	2,671	508	2,163

Op ongeveer vijftig na hebben al de gemeenten der vierde kolom electriciteit. Het is niet mogelijk inlichtingen te bekomen over de landelijke gemeenten waarvan *al* de wijken van electriciteit zijn voorzien. Een dergelijk onderzoek bij de gemeentebesturen zou weken vergen.

Om de veralgemeening van de landelijke electrificatie te bevorderen, beschikt het Departement van Landbouw enkel over kredieten voor de inrichting van het onderwijs met betrekking tot het gebruik van electriciteit op het platteland. Op mijne onderrichtingen onderzoekt het Beheer van Waters en Bosschen met de grootste welwillendheid de aanvragen om buitengewone hakken met het oog op de electrificatie der gemeenten.

27^e VRAAG.

ART. 53. — *Landbouwontginning van braakgrond.*

Hoeveel hectaren braakgrond werden er voor landbouw geschikt gemaakt en als dusdanig gehandhaafd voor ieder jaar van 1919 tot en met 1927 ?

ANTWOORD.

Mijn Departement kan slechts de oppervlakte aangeven der braakgronden die bepaald voor landbouw werden geschikt gemaakt, dank zij zijne technische en financieele tusschenkomst vanaf Mei 1921.

Particulieren :

	HA.	A.	C.
In 1921	1,027	78	52
In 1922	1,638	98	—
In 1923	1,625	20	08
In 1924	1,634	90	41
In 1925	1,863	46	40
In 1926	1,703	20	04
In 1927	1,942	31	05
Totaal	11,435	84	50

Gemeenten :

In 1922	115	—	—
In 1923	11	36	10
In 1925	9	39	—
Totaal	135	75	10

Algemeen totaal 11,571 ha. 59 a. 60 ca.

28^e VRAAG.

ART. 59. — Welke is de inrichting van den plantenziektkundigen dienst voor den uitvoer van aardappelen ?

Hoeveel aangestelde deskundigen zijn er ?

Hoe worden zij verdeeld over heel het land ?

ANTWOORD.

De hoofdinspecteur van den plantenziektkundigen dienst doet verzendingen aardappelen onderzoeken, die, krachtens de door de landen van bestemming getroffen maatregelen, moeten vergezeld zijn van getuigschriften waaruit blijkt dat deze zendingen en de streken van herkomst niet aangetast zijn door synchytrium (zwarte kanker).

Deze toezichtsdienst telt thans 59 deskundigen, verdeeld als volgt :

Antwerpen	3
Brabant	6
West-Vlaanderen	12
Oost-Vlaanderen	10
Henegouw	8
Luik	3
Limburg	1
Luxemburg	12
Namen	4

De uitvoerders mogen zich rechtstreeks wenden tot deze ambtenaren, die de noodige stukken in hun bezit hebben.

Het aantal deskundigen neemt spoedig toe wegens de aanvragen der uitvoerders. In al de streken, waar handel in aardappelen wordt gedreven, duidt de dienst deskundigen aan die ter plaatse verblijven, bijaldien de kandidaten, die de noodige waarborgen bieden, worden voorgedragen.

29^e VRAAG.

ART. 61. — Welk is het bedrag van de ontvangsten van den plantenziekekundigen dienst gedurende de jaren 1926, 1927, 1928 (raming) ?

ANTWOORD.

1926	. . . fr.	72,000
1927		133,500
1928 (9 maand).	. .	385,000

30^e VRAAG.

ART. 80a. — Is het de landelijke waterdienst die bevoegd is om voor de afzonderlijke particulieren het draineeren der gronden te vergemakkelijken ?

ANTWOORD.

Neen.

31^e VRAAG.

ART. 80a. — Hoe moedigt het Departement van Landbouw deze verbetering van de gronden aan ? (Draineeren van gronden toebehoorende aan afzonderlijke particulieren).

ANTWOORD.

Het Departement beschikt over geen kredieten om aan deze werken toelagen te verleen; doch de landelijke genie doet door de landbouwingenieurs van den Staat ter plaatse een onderzoek instellen over de aanvragen om tussenkomst van het Departement voor werken van dien aard. Deze ambtenaren verschaffen aan de belanghebbenden alle nuttige inlichtingen betreffende de wijze van draineeren en betreffende de organismen of aannemers van draineerwerken, die bijzonder uitgerust en bevoegd zijn om die werken uit te voeren.

Doorgaans moet het draineeren, om doeltreffend te zijn, zich kunnen uitstrekken over aaneenpalende eigendommen van voldoende oppervlakte. Derhalve is het geraadzaam geen gronden te draineeren zonder rekening te houden met den toestand en met de topografische en hydrologische voorwaarden der aanpalende eigendommen. Het is de landelijke waterdienst die technische en financieele hulp verleent door het aanleggen van wateringen.

Het Departement verleent toelagen, wanneer het de ontginning betreft van een braakgrond die open drooglegging vergt.

32^e VRAAG.

ART. 80a. — Kan de bevoegde dienst benaderend per provincie ramen :

- a) Het aantal hectaren gedraineerde bebouwde gronden ?
- b) Het aantal hectaren grond, dat met goed gevolg zou gedraineerd worden ?

ANTWOORD.

Er bestaan geen statistieken betreffende het aantal hectaren gedraineerde of te draineeren gronden. Het zou trouwens wel moeilijk zijn dit getal te ramen, vermits de eigenaars de verbeteringswerken die zij uitvoeren niet bekend maken aan de overheden en daar het in vele gevallen van de persoonlijke opvatting afhangt of er ja dan neen belang bij is een land te draineeren.

Bovendien beschikt de Hydraulische Landbouwdienst slechts over een beperkt personeel. Hij geraakt er niet toe gevolg te geven aan de talrijke aanvragen tot inrichting van wateringen. Het lijkt derhalve niet gepast kostelijke onderzoeken uit te lokken om de plaatsen te ontdekken waar doelmatig saneeringswerken zouden kunnen uitgevoerd worden.

33^e VRAAG.

ART. 80a. — Hoeveel hectaren grond, die met goed gevolg zouden gedraineerd worden, kunnen het voordeel dezer verbetering niet genieten wegens het al te hooge waterpeil van de nabijgelegen onbevaarbare en onvlotbare waterlopen ?

ANTWOORD.

Het waterpeil der onbevaarbare en onvlotbare waterlopen is nooit een volstrekte hinderpaal voor het droogleggen van gronden. De afzonderlijke gevallen zijn evenzeer verschillend als de plaatselijke toestanden.

34^e VRAAG.

ART. 80a. — Oordeelt de Minister niet dat onverwijld de ernstige nadeelen dienen verholpen die voortvloeien uit het gebrekkige uitdiepen en uit het gemis van onderhoud van talrijke onbevaarbare en onvlotbare waterlopen ?

ANTWOORD.

Om dezen toestand te verhelpen werd bij de Kamer een wetsontwerp tot wijziging van de wet van 7 Mei 1877 op de niet bevaarbare waterlopen ter tafel gelegd.

Dit ontwerp stuit op hevig verzet in sommige landbouwkringen, waar propaganda wordt gevoerd om de kosten van onderhoud, die thans op de belendende bewoners wegen, ten laste van den Staat te leggen.

35^e VRAAG.

ART. 80a. — Welk is sedert 1919 het jaarlijksche bedrag der toelagen aan de watering en verleenend ?

ANTWOORD.

JAREN.	FRANK.
—	—
1919 . . . fr.	112,962
1920	134,507
1921	153,500
1922	266,397
1923	275,499
1924	201,470
1925	322,327
1926	177,168
1927	596,862
1928	648,900

36^e VRAAG.

ART. 80a. — Zijn de op de Begrooting van 1928 voorziene kredieten toereikend geweest om voldoening te schenken aan al de gewettigde aanvragen der watering en ?

ANTWOORD.

Artikel 80 behelst de kredieten voor de toelagen te verleen en voor wegen, waterlopen en werken tot verbetering van landbouwgronden.

De op de Begrooting voor 1928 voorziene kredieten zijn toereikend geweest om toelagen te verleen en aan de watering en.

37^e VRAAG.

ART. 80a. — Welk is sedert 1919 het jaarlijksche aantal nieuwe watering en, die werden aangelegd door toedoen van het Departement van Landbouw ?

JAREN.	AANTAL.
—	—
1919 . . .	24
1920 . . .	9
1921 . . .	17
1922 . . .	3 en 2 uitbreidingen
1923 . . .	1
1924 . . .	3
1925 . . .	3 en 1 uitbreiding
1926 . . .	9
1927 . . .	8 en 2 uitbreidingen
1928 . . .	3 en 2 uitbreidingen

In 1919 waren er nog enkel twee ingenieurs bij den landelijken waterdienst; thans zijn er vier.

Tijdens de bezetting werd het aanleggen van talrijke wateringën voorbereid door de hulpcomiteiten. Deze wateringën werden in den loop der eerste jaren na den wapenstilstand aangelegd.

De verbeteringswerken, waarvan de studie veel tijd vergde, konden slechts gedurende de volgende jaren worden uitgevoerd.